Palestine : la voie de la résistance populaire

Depuis fin 2015, un mouvement de résistance populaire d'un style nouveau s'est développé en Palestine. Initié à al-Quds, il s'est rapidement étendu à toute la Cisjordanie, mais aussi dans la Palestine occupée en 48. Sans structuration apparente, indépendamment des organisations palestiniennes, les résistants frappent la société coloniale en son cœur par des moyens variés. Ni les arrestations, ni la répression sanglante (près de 300 martyrs depuis novembre 2015), n'ont réussi à stopper ces actes de résistance. En dépit de la faible intensité de ce mouvement, le mode de résistance mis en œuvre fragilise en profondeur l'entité sioniste. Dans ce contexte, il est important de comprendre quels facteurs, à la fois internes et externes, peuvent transformer ce mouvement de résistance en une force capable de renverser durablement le rapport de force et conduire à l'effondrement du projet colonial sioniste en Palestine.

La résistance populaire affaiblit l'entité sioniste

Engagé il y a plus d'un an en réponse à la poursuite de la colonisation et à la répression, aux menaces grandissantes sur les lieux saints et à l'absence de perspectives politiques, le mouvement de résistance populaire s'est inscrit dans la durée sur toute la Palestine. Il est certes d'intensité faible à moyenne, mais les modes de résistance choisis, tels que l'usage des armes blanches ou de voitures bélier, sont l'expression du génie populaire et de son attachement à la résistance. C'est une stratégie d'usure qui ne peut qu'accentuer la faiblesse de l'ennemi. En effet depuis 2000 et la libération du Sud Liban, l'entité sioniste s'affaiblit à la fois sur le plan externe et sur le plan interne. En externe, elle n'a remporté aucune des batailles engagées contre les mouvements de résistance que ce soit au Liban ou à Gaza. En

interne, la faiblesse est d'abord structurelle. Le système politique sioniste tire actuellement sa légitimité d'une coalition de partis soutenant très ouvertement la colonisation. Malgré une relative pression internationale pour sauver la solution à deux Etats et qui s'est exprimée symboliquement par le vote de la résolution 2334 condamnant « la colonisation « à l'unanimité des membres du Conseil de Sécurité de l'ONU (à l'exception de l'abstention des Etats Unis), le gouvernement sioniste ne peut plier sur cette question, sans risquer de perdre sa majorité. Dans ce contexte de fuite en avant, les attaques palestiniennes sont particulièrement efficaces pour aggraver la déstabilisation de l'entité sioniste en visant l'un de ses fondements existentiels qu'est la sécurité des colons. Elles ont distillé la peur au sein de la société coloniale dont l'adhésion idéologique au projet sioniste est bien moindre qu'au cours des premières décennies de l'entité. Il est donc capital que le mouvement de résistance populaire se maintienne dans la durée pour que la déstabilisation de la force occupante atteigne un point de non-retour.

Vers une stratégie de résistance unifiée ?

Néanmoins, depuis un an, ainsi que le constate l'intellectuel palestinien Mounir Chafik, ce mouvement n'a toujours pas été rejoint par les organisations palestiniennes de la résistance qui restent en retrait et peinent à s'unir pour définir une stratégie globale, fondée sur la convergence entre lutte populaire et action armée. Si la coopération sécuritaire de l'Autorité palestinienne avec le pouvoir colonial est un véritable frein au développement d'une résistance sur tous les fronts, d'autres facteurs peuvent expliquer cet état de fait. L'influence que certains Etats arabes (Qatar, Arabie saoudite, Turquie) exercent encore sur les différentes organisations ne peut certainement pas être négligée, ainsi que les difficultés associées à la division à la fois politique et territoriale entre Gaza (dirigé par le Hamas) et la Cisjordanie (contrôlée

par l’Autorité palestinienne et le Fatah). Les contradictions internes au sein des factions jouent également un grand rôle dans la paralysie actuelle. Mais la difficulté des factions palestiniennes à intégrer le mouvement populaire pourrait avoir également des causes sociales liées aux écarts de classe entre les dirigeants politiques et les artisans de la résistance populaire. Pourtant plusieurs faits récents témoignent d’un attachement à la résistance de toutes les factions. En premier lieu Marwan Barghouti, fondateur de la Brigade des Martyrs d’al-Aqsa et emprisonné depuis 15 ans, a recueilli le pourcentage de voix le plus élevé aux dernières élections du comité central du Fatah. Au Hamas, la nomination récente de Yahya Sinwar, fondateur des Brigades Ezzedin al-Qassam, à la tête du mouvement dans la bande de Gaza confirme la voie de la résistance comme seul moyen de mettre fin à l’occupation sioniste. Finalement, un accord scellé en janvier 2017 à Moscou par les organisations palestiniennes permettant l’admission du Hamas et du Jihad islamique dans l’Organisation de Libération de la Palestine (OLP) marque aussi la volonté de poursuivre la résistance dans le nouveau contexte politique régional et ses derniers développements en Syrie.——

Rapport de forces international favorable à la résistance palestinienne

Les conséquences du conflit en Syrie sur la Palestine ne peuvent être appréhendées qu’en considérant cette guerre comme l’expression de quatre conflits imbriqués qui opposent de fait la Russie aux USA (et au camp occidental, Israël compris), l’Iran à l’Arabie saoudite, la Turquie aux Kurdes et la Syrie en tant qu’Etat nation aux forces anti-gouvernementales. L’intervention de tous les acteurs est avant tout gouvernée par leurs intérêts politiques et économiques, chacun établissant ses propres priorités. Cette logique explique alors des recompositions d’alliance parfois inattendues, et les éléments d’ordre idéologique et religieux sont très secondaires.

En 2016, ce conflit a été surtout marqué par le renforcement de l'alliance entre la Russie et l'axe de résistance contre l'impérialisme et le sionisme Syrie-Hezbollah-Iran. La bataille d'Alep, fin 2016, a marqué un tournant décisif dans ce conflit. La Russie a renforcé sa position de première puissance stratégique (suprématie militaire) et retire déjà les bénéfices économiques de cette suprématie (signature de contrats avec le Qatar par exemple). L'Iran voit également sa situation renforcée, malgré les contradictions internes qu'elle a dû gérer quant à la collaboration avec la Russie et la question des kurdes iraniens. Ce renforcement de l'Iran est déterminant au moment où le congrès américain vient de voter la prolongation des sanctions pour 10 ans, remettant en cause l'accord sur le nucléaire. Par ailleurs, l'expérience militaire collective acquise au cours de ce conflit par les membres de l'axe de la résistance est déterminante. Cette guerre a en effet été l'occasion d'une coopération étroite sur le terrain entre l'armée régulière syrienne, les forces du Hezbollah et les forces iraniennes. Dotées d'équipements militaires parmi les plus sophistiqués fournis par les Russes, les partis de la coalition anti-impérialiste ont pu développer des compétences militaires et définir de nouvelles stratégies de combat. Ainsi que le rapportent certains sites israéliens d'analyses stratégiques, cette nouvelle puissance militaire est très certainement en mesure de mettre un terme au colonialisme sioniste en Palestine.

Au-delà de l'entité sioniste, les développements en Syrie entérinent l'affaiblissement du camp impérialiste dans sa globalité. La confirmation de la présence de militaires de l'OTAN dans les quartiers tenus par Daesh à Alep est une nouvelle preuve du soutien occidental à toutes les forces anti-gouvernementales sans distinction. Cette présence rappelle que l'objectif principal de l'engagement des occidentaux en Syrie est de détruire l'axe de résistance, notamment le Hezbollah et l'Iran. Le fait que les occidentaux ne soient pas arrivés à leurs fins est l'expression d'une

défaite majeure et de leur affaiblissement. L'accord d'Astana signé en janvier 2017 entre Russes, Turcs et Iraniens institue un mécanisme trilatéral de supervision du cessez-le-feu en Syrie et confirme l'exclusion des États-Unis et de leurs alliés.

C'est également une grande défaite pour l'Arabie saoudite qui montre ses faiblesses à la fois sur le plan militaire et sur le plan économique. Elle est empêtrée au Yémen, où elle perd peu à peu le soutien de ses « alliés » et notamment celui des américains qui ont exprimé leur souhait de se désengager en raison des erreurs saoudiennes. Par ailleurs, certains de ses alliés arabes ont changé de camp. L'Egypte a décidé de s'engager au côté des forces syriennes et des tensions sont apparues récemment entre les deux pays. Même si de nombreuses incertitudes subsistent, ce contexte de renforcement de l'axe de résistance et d'affaiblissement du camp impérialiste, particulièrement défavorable à l'entité sioniste, offre une opportunité majeure pour la résistance palestinienne. C'est à ce titre que se justifie le soutien politique à la souveraineté de l'Etat syrien.

Zones d'incertitudes et nécessité de résistance

Il subsiste cependant de nombreuses incertitudes quant à l'issue de ce conflit. La Turquie qui en est un acteur majeur a connu en 2016 une forte instabilité interne avec une tentative de coup d'Etat et de très nombreux attentats. Dans ce pays, les intérêts à court terme de l'Etat et de la classe dirigeante priment sur toute stratégie internationale à long terme. Ainsi pour protéger ses intérêts économiques immédiats et sauver le pouvoir de l'AKP, la Turquie n'a pas hésité à revoir sa politique d'alliances en renouant avec Israël, en se rapprochant de la Russie et en entrant en guerre en Syrie aux côtés de la coalition pro-russe. Après avoir servi de base arrière à l'action de Daesh en Syrie, la Turquie s'est recentrée sur la question kurde et semblait avoir perdu toute confiance dans l'administration Obama, accusée par les

autorités turques de soutien actif à la tentative de coup d'Etat. Au Liban, Michel Aoun a pu être élu à la Présidence de la république grâce à une coalition allant du Hezbollah aux forces libanaises de Samir Geagea. Mais il est peu probable que cette élection puisse conduire à une plus grande stabilité de ce pays, dont le système politique issu de la période coloniale est particulièrement fragile et incohérent.

Par ailleurs il est encore très difficile d'envisager les conséquences de l'élection de Donald Trump aux USA. A priori en faveur d'une stratégie isolationniste qui défend d'abord les intérêts financiers et économiques des USA, il semble plutôt favorable à un rapprochement avec la Russie, et cible prioritairement le rival économique chinois. Une tentative de retour à la normale avec la Turquie est en cours. Ses déclarations vis-à-vis de la Palestine et de l'Iran sont inquiétantes. Mais au-delà des grandes déclarations, peut-on préjuger des décisions qui conduiraient à une intervention américaine aux côtés de l'entité sioniste pour attaquer l'Iran ou mater un soulèvement général en Palestine en contradiction complète avec la stratégie isolationniste annoncée ? Il est trop tôt pour le dire. Cela dépendra certainement du nouveau rapport de force USA/Russie, ainsi que des contradictions internes à l'administration américaine.

Pour la Palestine, la situation est néanmoins porteuse d'espoir. Dans ce contexte international plutôt favorable, la dynamique de résistance actuelle est portée par un mouvement populaire interne indépendant des influences extérieures. Pour construire une unité nationale, les organisations politiques palestiniennes devraient, quant à elles, privilégier des alliances étrangères fondées uniquement sur le soutien à la résistance. L'absence de dénonciation forte par les factions palestiniennes du rétablissement des relations officielles entre la Turquie et Israël traduit certainement la priorité actuelle donnée à l'unité nationale. Les accords pour réformer l'OLP cités précédemment, illustrent également cette priorité.

Par ailleurs la pression toujours plus forte exercée sur les réfugiés, notamment au Liban, révèle que cette composante du peuple palestinien n'est plus en capacité, à court terme, d'initier un mouvement de résistance à partir de l'extérieur. Ce qui était vrai depuis le début des années 80, l'est encore plus aujourd'hui. Ces conditions renforcent la nécessité de conduire la résistance à partir de l'intérieur, indépendamment des Etats arabes, il s'agit d'une opportunité majeure pour le développement d'une insurrection propre à la Palestine capable de modifier le rapport de force avec l'occupant. Certaines factions comme le Jihad islamique pourraient jouer un rôle déterminant dans ce processus.

Depuis la déclaration de Balfour dont on marquera le centième anniversaire en 2017, le contexte géopolitique a beaucoup changé au Proche et Moyen Orient et dans le monde. Alors qu'au moment des accords de Sykes-Picot, l'impérialisme occidental était à son apogée, il connait actuellement un déclin continu, notamment depuis la seconde moitié du XXème siècle et la période de la décolonisation. La défaite occidentale en Syrie et l'élection de Donald Trump aux USA sont des signes majeurs de la faiblesse actuelle de la stratégie impérialiste. De plus, le développement de partenariats économiques autonomes entre les pays du Sud, comme actuellement entre pays africains, reflète une autonomisation certaine vis-à-vis de l'Occident. Mais la résistance des peuples n'est pas encore assez construite pour mener au renversement complet des rapports de force. En effet les attaques impérialistes restent possibles car les Etats du Sud, notamment les Etats arabes, sont faibles et leurs gouvernements n'ont pas de légitimité populaire. Pourtant les questions sociales sont cruciales et pourraient engendrer des soulèvements porteurs d'un projet révolutionnaire, ou du moins de certains changements politiques. Pour tirer parti de ce contexte favorable, il devient urgent que se développe dans tous ces pays une conscience politique propre et que se mettent en place des organisations avec des visions stratégiques claires. La

Palestine est à l’avant-garde du mouvement ; ce qui s’y passera au cours des prochains mois aura sans aucun doute des répercussions majeures pour le peuple palestinien et l’ensemble des peuples du Sud.

Comité Action Palestine

19 février 2017